

Transport et traitement des refus de tri – ATRION (16)

Date limite de dépôt des offres :
25 septembre 2025 à 16h00

Version Septembre 2025



Donnons ensemble une
nouvelle vie à nos produits.

Sommaire

1.1 Enjeux et objectifs	4
1.1.1 Présentation de Citeo	4
1.1.2 Enjeux relatifs à la reprise des refus de tri	4
1.1.3 Définitions	5
1.1.4 Objectifs de l'Appel d'Offres	6
1.1.5 Lieux visés et prestations visées	6
1.1.6 Durée de la prestation	7
1.2 Modalités de candidatures et d'offres	7
1.2.1 Qui peut candidater ?	7
1.2.2 Groupements de candidats	7
1.2.3 Calendrier prévisionnel	8
1.2.4 Echanges pré-dépôt	8
1.2.5 Composition des dossiers de candidature et d'offre	8
1.2.6 Dépôt du dossier de candidature et d'offre	9
1.2.7 Analyse de la recevabilité des candidatures	9
1.2.8 Méthodologie d'analyse	10
1.2.9 Echange avant sélection	10
1.2.10 Analyse des offres	11
1.2.11 Contractualisation	14
1.2.12 Abandon de la procédure	14
1.2.13 Propriété intellectuelle	14
1.2.14 Confidentialité	14
2.1 Prescriptions techniques relatives au transport	16
2.1.1 Prescriptions générales	16
2.1.2 Prescriptions spécifiques	17
2.2 Prescriptions techniques relatives au traitement	18
2.2.1 Réception des refus de tri	18
2.2.2 Personnel d'exploitation	19
2.2.3 Valorisation énergétique des refus de tri	19
2.2.4 Suivi du PCI	20
2.2.5 Continuité du service	20
2.2.6 Reporting	20
3.1 Pour les prestations de transport	22
3.1.1 Prestation de transport des refus en caissons de compaction	22
3.1.2 Prestation de transport des refus en balles	22
3.1.3 Prestation de transport des refus en bennes	22
3.1.4 Prestation de transport des refus en FMA	22
3.2 Pour la prestation de traitement	22

1 Cadre général de l'Appel d'Offres

1.1 Enjeux et objectifs

1.1.1 Présentation de Citeo

Citeo est une entreprise à mission créée par les entreprises du secteur de la grande consommation et de la distribution pour réduire l'impact environnemental de leurs emballages et papiers, en leur proposant des solutions de réduction, de réemploi, de tri et de recyclage. Pour répondre à l'urgence écologique et accélérer la transition vers l'économie circulaire, Citeo s'est fixé 5 engagements :

- Réduire l'impact environnemental des produits de ses clients en ancrant l'économie circulaire et l'écoconception dans leurs pratiques et leurs stratégies ;
- Créer les conditions pour construire les solutions d'aujourd'hui et de demain qui conjuguent performances environnementale et économique ;
- Donner les clés aux consommateurs pour réduire l'impact environnemental de leur consommation ;
- Coconstruire et promouvoir les solutions et les positions de l'entreprise, de l'échelle locale à l'international ;
- Cultiver l'engagement de ses collaborateurs au service de sa mission.

Depuis la création de Citeo, les entreprises de la grande consommation et de la distribution ont investi plus de 14 milliards d'euros pour développer l'écoconception, pour installer et financer la collecte sélective et pour créer des filières de recyclage, avec leurs partenaires collectivités locales, filières et opérateurs. Aujourd'hui, 67% des emballages ménagers et 63 % des papiers sont recyclés grâce au geste de tri des Français devenu premier geste éco-citoyen.

Pour atteindre les objectifs européens 2030 fixés à Filière REP EMPG (notamment un taux de recyclage de 70% pour les emballages ménagers, et en particulier de 55% pour les emballages plastiques.), tous les leviers d'action 3R (Réduction, Réemploi, Recyclage) devront être activés par l'ensemble des acteurs (cf. livret de contribution Citeo « Quels leviers pour atteindre nos objectifs collectifs d'ici 2030 ? » de juin 2023¹). Pour atteindre ces objectifs ambitieux, Citeo travaille à la mise en œuvre de tous les leviers pouvant contribuer à la réussite de cette nouvelle étape.

1.1.2 Enjeux relatifs à la reprise des refus de tri

Conformément à l'article 6.6 de l'arrêté du 7 décembre 2023 portant cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la Filière REP EMPG :

« A compter du 1^{er} janvier 2024, l'éco-organisme propose à toute collectivité d'organiser la reprise des refus de tri des déchets d'emballages et de papiers issus de ses centres de tri dès lors que cette dernière respecte les prérequis ci-après :

- *Elle a conclu un contrat avec l'éco-organisme dans le cadre de l'extension des consignes de tri et produit des flux suivant un standard matériau plastique avec flux développement ou s'est engagée à produire des flux suivant ce modèle de tri avant le 1er janvier 2026 ;*

¹ Disponible au téléchargement au lien suivant : <https://www.citeo.com/le-mag/reduire-reemployer-recycler-nos-leviers-daction-horizon-2030>.

- le centre de tri respecte les dispositions de l'arrêté du 20 février 2023 relatif au tarif réduit de taxe générale sur les activités polluantes applicable à la réception par certaines installations de valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifiques issus d'opérations de tri performantes.

L'éco-organisme organise alors la reprise en toute circonstances et sans frais auprès de la collectivité des déchets d'emballages issus des refus de tri ses centres de tri. Il organise également le traitement des déchets ainsi repris.

Lorsque la collectivité décide de bénéficier de cette option de reprise, les soutiens financiers versés dans le cadre du barème aval relatif au soutien de fonctionnement font l'objet d'une réfaction correspondant aux coûts induits pour l'éco-organisme s'agissant de la gestion des déchets autres que les déchets d'emballages et papiers qui sont présents dans les refus de tri. La part de ces déchets est déterminée à partir d'une étude de caractérisation nationale réalisée par l'éco-organisme en lien avec l'ADEME. »

1.1.3 Définitions

- **Appel d'Offres (AO)** : le présent appel d'offres de Citeo pour les prestations de transport et traitement des refus de tri.
- **Candidat** : candidat(s) au présent appel d'offres.
- **Critère proximité** : Le respect du principe de proximité défini à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement vise à créer des **boucles** de gestion de déchets aussi proches que possibles de leurs lieux de production (**boucles locales**) et reposant sur des filières techniquement et économiquement pertinentes (**boucles qualitatives et pérennes**).
- **Filière REP EMPG** : filière de responsabilité élargie des producteurs de déchets d'emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (EMPG).
- **Règlement de consultation** : le présent document qui énonce les règles de participation à l'Appel d'Offres de Citeo.
- **Refus de tri** : désigne les refus de tri des déchets d'emballages et de papiers des collectivités en ayant confié la reprise à Citeo conformément à l'article 6.6 de l'arrêté du 7 décembre 2023 portant cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière REP EM

1.1.4 Objectifs de l'Appel d'Offres

Dans la perspective de la mise en œuvre opérationnelle de la reprise des refus de tri des déchets d'emballages et de papiers, Citeo a souhaité requérir aux services de prestataires tiers.

L'objectif poursuivi par Citeo, au travers du présent Appel d'Offres est de sélectionner des opérateurs économiques en charge de transporter et/ou traiter les refus de tri.

Les 5 prestations techniques couvertes par le présent Appel d'Offres sont les suivantes :

Type de prestation	N°	Objet de la prestation	
Transport	P1	Transport de refus de tri en caissons de compaction appartenant au centre de tri	Sans objet pour le présent AO
	P2	Transport de refus de tri en balles	
	P3	Transport de refus de tri en bennes, appartenant au transporteur	Sans objet pour le présent AO
	P4	Transport de refus de tri en FMA, appartenant au transporteur	
Traitement	P5	Valorisation énergétique des refus de tri	

1.1.5 Lieux visés et prestations visées

Le présent Appel d'Offres couvre le centre de tri implanté dans le département des Charentes, à Mornac.

Les prestations techniques attendues sont **le transport, la mise à disposition de chauffeurs et de semi-remorques et la valorisation énergétique de refus de tri du centre de tri.**

Le centre de tri d'Atrion, d'une capacité de tri de 38000 t/an, va produire environ 1000 t de refus par mois, dont :

- 200 t de gros refus conditionnés en FMA
- 800 t de refus process conditionnés en FMA avec toit 2/3 – 1/3 par des trémies tasseuses.
- Les refus de tri peuvent également être conditionnés en balles en cas de dysfonctionnement du dispositif FMA.

Parmi les prestations suivantes, le lauréat devra être en capacité de réaliser les prestations P2, P4 et P5 obligatoirement.

N°	Objet de la prestation	Tonnage estimatif mensuel associé
P1	Transport de refus de tri en caissons de compaction appartenant au centre de tri	so
P2	Transport de refus de tri en balles	1000t à défaut de conditionnement en FMA sur le centre de tri
P3	Transport de refus de tri en Bennes	so
P4	Transport de refus de tri en FMA	1000t
P5	Valorisation énergétique des refus de tri	1000t

1.1.6 Durée de la prestation

La période initiale d'exécution du Service démarre à la Date d'Effet du Contrat et s'achève au **31 décembre 2029**.

Les Parties ont la possibilité de dénoncer le contrat et d'arrêter la prestation annuellement par notification à l'autre partie avant le 15 novembre de chaque année.

Les conditions d'exécution technique et financière de la prolongation sont identiques à celles prévues durant la période initiale visée au premier paragraphe du présent article.

1.2 Modalités de candidatures et d'offres

1.2.1 Qui peut candidater ?

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux opérateurs économiques (ou groupement d'opérateurs économiques) remplissant les conditions cumulatives suivantes :

Compétents en matière :

- De transport de déchets résiduels non dangereux ;

Compétents en matière :

- De traitement de déchets résiduels non dangereux.

Disposant d'une unité de traitement des déchets résiduels :

- Localisée en France ou pays limitrophes, à proximité du site de production ;
- Autorisé à accueillir et à traiter des refus de tri des déchets d'emballages et de papiers provenant du département listé à l'Article 1.1.5 (pour lesquels ils candidatent).

1.2.2 Groupements de candidats

En cas de candidature groupée, il sera demandé au groupement de désigner en son sein un mandataire avec qui le contrat sera conclu, et à qui Citeo rémunèrera les prestations réalisées. Le mandataire sera l'interlocuteur principal de Citeo, sans préjudice d'échanges que Citeo solliciterait avec d'autres membres du groupement.

Le groupement sera solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Le mandataire du groupement fournira dans le cadre de son dossier de candidature sa convention constitutive de groupement et la liste d'interlocuteurs, permettant à Citeo d'avoir un contact pour chaque membre du groupement.

1.2.3 Calendrier prévisionnel

4 septembre 2025	Publication de l'appel d'offres
11 septembre 2025	Réunion d'échanges pré-dépôt (facultative) de 14h à 15h
25 septembre 2025 16h *	Date et heure limites de remise des dossiers de candidature
9 octobre 2025	Annonce de la sélection
A partir du 9 octobre 2025	Mise au point contractuelle avec les lauréats
20 octobre 2025	Contractualisation
20 octobre 2025	Début de la prestation

*Citeo mettra à disposition des candidats le projet de contrat de transport et traitement des refus de tri, cinq (5) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

1.2.4 Echanges pré-dépôt

- Une réunion de présentation du projet et d'échanges facultative (en visioconférence) avec les candidats potentiels sera organisée par Citeo sur demande des candidats le **11 septembre de 14h à 15h**.

Les candidats souhaitant participer à cette réunion devront en faire la demande au plus tard **9 septembre 2025** via l'adresse mail :

- Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seront nécessaires, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard le **12 septembre** via l'adresse mail : reprise.refus@citeo.com

Les questions, anonymisées, ainsi que les réponses apportées par Citeo seront transmises à l'ensemble des candidats, au plus tard le **16 septembre 2025**.

1.2.5 Composition des dossiers de candidature et d'offre

1.2.5.1 Généralités

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original.

1.2.5.2 Pour l'ensemble des prestations

Le dossier de candidature sera composé des pièces suivantes :

- Mémoire « **Performance technique** »
- Mémoire « **Performance environnementale** »
- Mémoire « **Performance sociale** »
- **Cadre financier**

- **Dossier administratif :**

- Extrait Kbis daté de moins d'un mois ;
- Attestation régularité fiscale
- Attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle ;
- Deux dernières liasses fiscales ;
- Attestations et déclarations sur l'honneur en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- En cas de groupement : convention constitutive de groupement
- RIB

1.2.5.3 Pièces spécifiques au dossier administratif

Prestations visées	Documents spécifiques du dossier administratif
P1, P2, P3 et P4	<p>Autorisation d'exercice dans le transport de déchets conformément aux prescriptions de l'article R.541-50 du code de l'environnement. Copie des autorisations d'exercer la profession de transporteur routier/ commissionnaire de transport (licence communautaire ; licence de transport intérieur ; certificat d'inscription au registre des commissionnaires) et les éventuelles observations, mises en demeure, communications de toute nature émanant de l'autorité administrative ;</p> <p>Documents attestant la fourniture des déclarations sociales. Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.</p> <p>Récépissé de déclaration de l'exercice de l'activité de négoce et de courtage de déchets dangereux et non dangereux</p> <p>Dans le cas d'une offre intégrant une étape de massification, transmettre les arrêtés préfectoraux et autorisation d'exploiter pour le site de massification concerné</p>
P5	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter des unités de traitement des déchets résiduels proposées pour répondre au présent appel d'offres ;

1.2.6 Dépôt du dossier de candidature et d'offre

Le dépôt du dossier de candidature s'effectuera via l'adresse mail : reprise.refus@citeo.com

L'intégralité des documents devront être envoyés au plus tard le **25 septembre 2025, 16h**.

Chaque transmission fera l'objet d'un accusé de réception électronique.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Les candidats concernés en seront informés. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

1.2.7 Analyse de la recevabilité des candidatures

La recevabilité des candidatures sera jugée sur la base des critères suivants :

- Le respect des conditions de candidature visées à l'article 1.2.1 ;
- La régularité et la complétude du dossier de candidature visé à l'article 1.2.4 ;
- Le respect de la date-limite de dépôt des candidatures visée à l'article 1.2.5.1 .
- Une offre financière considérée comme anormalement basse (dont l'offre financière sera jugée comme trop faible au regard des exigences techniques et de qualité attendue et de

nature à remettre en cause les conditions d'exécution du futur contrat) pourra être écartée (après interrogation du candidat sur la construction de son offre).

1.2.8 Méthodologie d'analyse

La méthode de notation utilisée pour l'analyse des offres sera la suivante appliquée pour chaque ligne de pondération :

- 100% des points attribués à la meilleure offre
- 0% des points attribués à la moins bonne offre
- L'application d'une fonction linéaire pour les offres se situant entre la meilleure et la moins bonne des offres reçues.

La note globale des candidats sera calculée comme suit :

Moyenne pondérée : Transport (P1, P2 , P3 , P4) x 20% + Traitement (P5) x 80%

1.2.9 Echange avant sélection

A l'issue de la remise des dossiers de candidature, Citeo se laisse la possibilité d'échanger avec les candidats :

- En cas d'offre irrecevable,
- En cas d'offre qui pourrait être considérée comme anormalement basse
- En cas de besoin de pièces complémentaires

1.2.10 Analyse des offres

Les offres de candidats seront évaluées individuellement au regard des critères suivants :

Critère		Pondération
Prestations P1, P2, P3, P4 (20% de la note globale)		
1	Performance technique	35 points
2	Performance économique	30 points
3	Performance environnementale	20 points
4	Performance sociale	15 points
Prestation P5 (80% de la note globale)		
1	Performance technique	28 points
2	Performance économique	30 points
3	Performance environnementale	30 points
4	Performance sociale	12 points

Les modalités d'évaluation des critères de jugement des offres sont les suivantes :

Le critère n°1 (Performance technique) sera évalué sur la base du Mémoire « Performance technique ».

Le critère n°2 (Performance économique) sera évalué sur la base du Cadre Financier ;

Le critère n°3 (Performance environnementale) sera évalué sur la base du Mémoire « Performance environnementale »

Le critère n°4 (Performance sociale) sera évalué sur la base du Mémoire « Performance sociale ».

Critère		Pondération	Exemple de pièces attendues pour le dossier candidature (non-exhaustif)
Prestations P1, P2, P3, P4			
1	Performance technique	35 points	
	<i>Description de l'organisation globale de la prestation ;</i>	10	Logigramme du process de transport Gestion de la partie administrative
	<i>Description des moyens humains et matériels alloués au transport ;</i>	10	Organigramme et la présentation du futur interlocuteur Listing des équipements et outils permettront d'appréhender les moyens alloués à la prestation. Description de la flotte de véhicule mis à disposition pour la prestation
	<i>Garanties apportées en matière de maîtrise de la continuité de la prestation</i>	7,5	Liste des prestataires de transport affrétés Indication de début de service possible pour le candidat et les prestataires envisagés. Garanties de la maintenance des véhicules et contenant le cas échéant
	<i>Garanties apportées en matière de maîtrise de la qualité de la prestation ;</i>	2,5	Mise en place d'amélioration continue Certification, normes
	<i>Garanties apportées en matière de maîtrise de la sécurité.</i>	5	Diffusion et suivi des plans de préventions Port des EPI Formation des chauffeurs Certification, normes
2	Performance économique	30 points	
	<i>Prix proposé par tranche kilométrique pour le transport FMA 2/3- 1/3 compatible avec le système de compaction Legras</i>	20	Faire un tableau avec le prix d'une rotation pour chaque tranche kilométrique
	<i>Prix proposé par tranche kilométrique pour le transport FMA</i>	5	Faire un tableau avec le prix d'une rotation pour chaque tranche kilométrique
	<i>Prix proposé par tranche kilométrique pour le transport en balles</i>	5	Faire un tableau avec le prix d'une rotation pour chaque tranche kilométrique
3	Performance environnementale	20 points	
	<i>Organisation et moyens mis en œuvre pour assurer l'optimisation logistique, en termes de proximité et la maîtrise des impacts environnementaux de la prestation ;</i>	15	Description de process d'optimisation du transport
	<i>Motorisation de la flotte de véhicules de transport des refus.</i>	5	Proportion de véhicules équipés de moteurs bio carburant utilisés pour la prestation Citeo.
4	Performance sociale	15 points	
	<i>Organisation et moyens mis en œuvre pour favoriser l'insertion professionnelle</i>	10	Nombre d'ETP bénéficiant d'un dispositif d'IAE 1 L5132-1 du code du travail et affecté à la mission Citeo issue du présent AO. Le cas échéant, la convention avec l'état des organismes pour réaliser de l'insertion au sens de l'article L5132-2 du code du travail.
	<i>Organisation et moyens mis en œuvre en termes de responsabilité sociale ;</i>	5	Description de la politique d'insertion et de la culture de responsabilité sociale de l'entreprise

Critère		Pondération	Exemple de pièces attendues pour le dossier candidature (non-exhaustif)
Prestations P5			
1	Performance technique	28 points	
	<i>Description de l'organisation globale de la prestation ;</i>	3,5	Logigramme du process de réception, déchargement et traitement des refus de tri Gestion de la partie administrative
	<i>Description des moyens humains et matériels alloués au traitement ;</i>	1,5	Organigramme et la présentation du futur interlocuteur Listing des équipements et outils permettront d'appréhender les moyens alloués à la prestation.
	<i>Description de l'unité de traitement avec valorisation énergétique des refus de tri. En cas de préparation de CSR : description de l'unité de préparation de CSR et de l'unité de valorisation énergétique du CSR</i>	5	Synoptiques des installations Rendements du process de fabrication, PCI produit Nom du prestataire envisagé pour la réalisation du suivi du PCI des refus de tri
	<i>Garanties apportées en matière de maîtrise de la continuité notamment par le recours à des prestataires subsidiaires (transport et traitement).</i>	5	Indiquer le(s) site(s) de traitement de secours) capable de traiter les refus de tri en canne de panne ou maintenance
	<i>Garanties apportées en matière de maîtrise de traçabilité</i>	5	Moyens humains pour assurer la gestion administrative et le reporting Pour une unité de fabrication de CSR, moyens proposés pour tracer les CSR et leur consommation et traçabilité du refus issus de la fabrication du CSR
	<i>Garanties apportées en matière de maîtrise de la qualité de la prestation ;</i>	1,5	Indiquer les normes, certifications et label
	<i>Garanties apportées en matière de maîtrise de la sécurité.</i>	1,5	Plans de prévention, plan de sécurité et process interne liés à la réduction des risques professionnels
2	Performance économique	30 points	
	<i>Prix unitaire à la tonne proposé pour la valorisation énergétique</i>	25	Prix en €/t incluant la TGAP et le suivi du PCI
	<i>Prix unitaire à la tonne proposé par solution de secours</i>	5	Prix en €/t incluant la TGAP et le suivi du PCI
3	Performance environnementale	30 points	
	<i>Performance environnementale de valorisation énergétique des refus de tri (au regard de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1 du Code de l'Environnement).</i>	10	Indiquer le type de traitement selon le code de l'environnement pour chaque solution de traitement proposée (principale et de secours). Le recours à la valorisation énergétique en traitement de secours est mieux noté
	<i>Proximité de l'exutoire par rapport au point d'enlèvement</i>	20	Indiquer également la distance entre le point d'enlèvement et le(s) site(s) de traitement de secours
4	Performance sociale	12 points	

	<i>Organisation et moyens mis en œuvre pour favoriser l'insertion professionnelle</i>	10	Nombre d'ETP bénéficiant d'un dispositif d'IAE 1 L5132-1 du code du travail et affecté à la mission Citeo issue du présent AO. Le cas échéant, la convention avec l'état des organismes pour réaliser de l'insertion au sens de l'article L5132-2 du code du travail.
	<i>Organisation et moyens mis en œuvre en termes de responsabilité sociale ;</i>	2	Description de la politique d'insertion et de la culture de responsabilité sociale de l'entreprise Indiquer les normes, certifications et label

1.2.11 Contractualisation

- Mise au point contractuelle

Dès que possible, Citeo adresse aux candidats (ou lauréats) un projet de contrat. Les lauréats auront la possibilité d'échanger avec Citeo pour une mise au point (correction de coquilles et apport de précision pour plus de clarté à la lecture du contrat).

Les lauréats perdent le bénéfice de l'attribution du présent appel d'offres, en cas d'échec de la mise au point du contrat, qui ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques essentielles du projet de contrat.

Il est à noter, que seule la signature du contrat entre Citeo et le candidat retenu fera naître des droits et obligations entre les parties relatives aux prestations. En ce sens, l'annonce à un candidat que son offre a été retenue par Citeo, n'engagera pas cette dernière.

- Annexe consolidée

Avant signature, le Lauréat sera invité à remplir une fiche fournisseur ainsi qu'une annexe consolidée reprenant toutes les prestations et prix associés dans un modèle de document, qui seront fournies par Citeo au moment de la mise au point contractuelle.

1.2.12 Abandon de la procédure

Citeo peut librement, et à tout moment, déclarer sans suite ou infructueux l'Appel d'Offres. La décision est motivée, et communiquée à l'ensemble des candidats. Elle n'ouvre, en tant que telle, aucun droit indemnitaire aux candidats.

1.2.13 Propriété intellectuelle

Les documents et éléments présentés par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle. Les données communiquées par Citeo aux candidats pour l'élaboration de leur candidature ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

1.2.14 Confidentialité

Citeo et chaque candidat s'engagent à assurer la confidentialité de leurs échanges dans le cadre du présent Appel d'Offres (à l'exception des questions/réponses portant sur les conditions de la consultation qui seront diffusées à l'ensemble des candidats).

2 Prescriptions techniques

2.1 Prescriptions techniques relatives au transport

2.1.1 Prescriptions générales

2.1.1.1 Description des matières

Les matières à transporter sont des refus issus du tri des déchets de papiers et d'emballages de centre de tri de collecte sélective.

2.1.1.2 Description de l'organisation de la prestation pour les P1, P2, P3 et P4

Citeo met à disposition du Transporteur un outil de gestion, nommé LASER, produisant des Ordres de transport.

Le Transporteur réalise ses prises de rendez-vous via cet outil après accord téléphonique avec le centre de tri.

L'enlèvement doit être réalisé le jour de la date de mise à disposition des tonnes. Les refus de tri doivent être enlevés sur un créneau de 2h.

La traçabilité de chaque chargement est assurée par la lettre de voiture, en indiquant le n° de transaction Citeo (présent sur LASER).

Sans la transmission de ces éléments sur l'outil LASER, l'Ordre de transport ne pourra être validé et clôturé, le transport sera considéré comme non réalisé. Les documents devront être transmis sur LASER maximum dix (10) jours ouvrés après la date de livraison.

Les véhicules devront être pesés sur le centre de tri et sur le lieu de vidage.

Le Transporteur signe un protocole de sécurité, concernant les opérations de chargement et de déchargement avant de pouvoir venir sur les sites (centre de tri et site de vidage).

Sur le lieu de vidage, le transporteur récupérera un exemplaire du ticket de pesée.

En cas de transport à partir de, ou vers, un pays de destination étranger, le Transporteur doit être en mesure de respecter la réglementation propre au transport applicable sur le territoire concerné.

Le Transporteur mettra également en œuvre une ligne téléphonique gratuite permettant à Citeo de le joindre de 08h00 à 18h00 du lundi au vendredi inclus.

Dans le cas où le candidat propose un traitement hors France, la solution de secours doit être valable jusqu'à la validation de la notification de transfert transfrontalier par les autorités compétentes.

2.1.1.3 Reporting

Le Transporteur établit et remet sous format numérique, avant le 10 de chaque mois, le rapport mensuel comprenant les comptes rendus technique et financier du mois précédent.

Le rapport annuel comporte obligatoirement les incidents éventuels (pannes, transports reportés ou annulés, difficultés rencontrées sur le site de prise en charge ou de traitement, ...);

2.1.1.4 Evolution du prix par rapport à l'indice CNR

Les prix évoluent chaque mois selon l'indice CNR.

2.1.2 Prescriptions spécifiques

2.1.2.1 Prestation P1 : transport de refus en caissons de compaction

La prestation « P1 » comprend le transport de refus de tri en caissons de compaction (hors fourniture des caissons de compaction) et également le retour des caissons à vide au point d'enlèvement.

Dans un souci d'optimisation, le Transporteur peut prévoir le transport de deux caissons simultanément (camion remorque). Ce mode de fonctionnement devra faire l'objet d'une excellente coordination avec l'exploitation du centre de tri, de telle sorte que la continuité de service soit garantie.

Le retour des caissons sur le site d'enlèvement est réalisé par le transporteur dans la journée ou au plus tard le lendemain matin.

Le branchement et débranchement des caissons est réalisé par l'exploitant du centre de tri.

Le déclenchement des rotations est effectué par l'exploitant du centre de tri

Le Transporteur doit mettre en place un nombre suffisant de tracteurs et de remorques pour assurer le transport des refus vers le lieu de vidage.

Le Transporteur précise le nombre de contenants et leurs natures, transportables par ses véhicules par rotation.

En cas de besoin et pour certaines tranches kilométriques, le transporteur doit pouvoir fournir des caissons pour assurer la continuité de la reprise.

Suivi du protocole de vérification des caissons avant tout enlèvements et à chaque retour de caisson.

La prestation P1 peut également faire intervenir une étape de massification pour optimisation du transport.

2.1.2.2 Prestation P2 : transport de refus de tri en balles

La prestation « P2 » comprend le transport de refus de tri en balles.

Pour réaliser la prestation, le Transporteur utilise des ensembles articulés de type Tautliner.

Les balles de refus seront chargées, dans les véhicules du Transporteur, par l'exploitant du centre de tri. Sur le lieu de vidage, les balles seront ensuite déchargées par l'exploitant de ce site.

Le déclenchement des rotations est effectué par l'exploitant du centre de tri

Le Transporteur doit mettre en place un nombre suffisant de tracteurs et de remorques pour assurer le transport des refus vers le lieu de vidage.

Cette prestation est mise en œuvre dans le cas où le centre de tri rencontre des problèmes techniques sur son installation.

La prestation P2 peut également faire intervenir une étape de massification pour optimisation du transport.

2.1.2.3 Prestation P3 : transport de refus en bennes

La prestation « P3 » comprend le transport de refus de tri en benne.

Pour réaliser la prestation, le Transporteur utilise des véhicules permettant le transport de bennes de 30m³.

Les refus seront chargés dans les bennes par l'exploitant du centre de tri. Le Transporteur en revanche sera responsable du déchargement sur le lieu de vidage.

Dans un souci d'optimisation, le Transporteur peut prévoir le transport de deux bennes simultanément

Le déclenchement des rotations est effectué par l'exploitant du centre de tri.
La prestation P3 peut également faire intervenir une étape de massification pour optimisation du transport.

2.1.2.4 Prestation P4 : transport de refus en FMA

La prestation « P4 » comprend le transport de refus de tri en FMA suivant leur remplissage au rythme de la production du centre de tri. Le remplissage d'une FMA est estimé à 3h en moyenne.

Pour réaliser la prestation, le Transporteur utilise des semi-remorques FMA d'environ 90 m³ de volume. Ces semi-remorques doivent être compatibles avec un système de compaction Legras et disposer d'un système de bâchage 2/3 – 1/3.

Le déclenchement des rotations est effectué par l'exploitant du centre de tri

Les refus seront chargés dans les véhicules par l'exploitant du centre de tri. Le Transporteur en revanche sera responsable du déchargement sur le lieu de vidage. Deux remorques FMA sont branchées en permanence à la trémie tasseuse. Le centre de tri ne fonctionnera pas si l'une des deux trémies reste sans FMA (hors temps de manipulation)

Le centre de tri fonctionne de 5h du matin à 22h le soir du lundi au vendredi. Certains jours fériés peuvent être travaillés.

Un chauffeur doit pouvoir être disponible sur le site en moins de 30min en cas d'incendie dans la remorque FMA.

Une zone de stockage de remorques vides et/ou pleines en attente de transfert vers l'exutoire sera dédiée sur le site d'Atrion

Le Transporteur doit mettre en place un nombre suffisant de FMA et véhicules pour assurer le transport des refus vers le lieu de vidage.

La prestation P4 peut également faire intervenir une étape de massification pour optimisation du transport.

2.2 Prescriptions techniques relatives au traitement

2.2.1 Réception des refus de tri

2.2.1.1 Contrôle d'accès et pesage

Le site de traitement devra disposer d'un pont bascule homologué sur lequel tous les véhicules entrants et sortants devront être pesés.

Le pont-bascule sera équipé d'un système d'identification et de gestion des pesées. Il devra être régulièrement contrôlé par les services autorisés, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Afin de connaître les différents tonnages traités, une double pesée sera effectuée en entrée et sortie du site de traitement pour chacun des véhicules (avec les mêmes personnes à bord).

Les doubles pesées figureront sur un ticket de pesée édité de manière automatique (les bons de pesée manuels sont refusés). Le ticket indiquera clairement au minimum les informations suivantes :

- Le poids des déchets en sortie de centre de tri (double pesées),
- La nature de chaque pesée,

- L'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule,
- La date et l'heure de passage sur le pont-basculé, avec le n° de transaction Citeo (présent sur LASER) sur chaque ticket de pesée.

Un exemplaire du ticket de pesée sera remis au transporteur et l'ensemble des doubles seront obligatoirement chargés dans LASER par le titulaire.

Dans certaines conditions, Citeo se réserve le droit de réaliser des audits sur la qualité des prestations réalisées

2.2.1.2 Déchargement

Le site de traitement devra être en mesure de pouvoir accueillir des livraisons de refus de tri en semi-remorque ainsi que des camions remorques (zone de manœuvre suffisante pour dételer et atteler une remorque, défaire les caissons pour vidage, etc.).

Le site de traitement devra indiquer au Transporteur une zone sur laquelle le déchargement peut être effectué en toute sécurité.

Le site de traitement devra également être en capacité de décharger des refus de tri livrés en balles.

2.2.1.3 Gestion des non-conformités

En cas de refus d'acceptation d'un chargement de refus sur le centre de traitement, le Prestataire de traitement procède alors au déplacement de la livraison dans une zone de quarantaine et informe Citeo dans un délai maximum de 24 heures, à compter de l'heure de réception de la livraison, et lui adresse, via l'outil informatique un rapport de contrôle (avec photographies) attestant de la non-conformité (Article 11 contrat-type traitement) Citeo, ou tout représentant nommé par elle, peut alors se rendre sur place (accompagné le cas échéant d'un représentant du centre de tri d'où provient la livraison) pour procéder à un contrôle contradictoire dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception du rapport de contrôle attestant de la non-conformité.

Si la non-conformité est validée par Citeo, alors le coût de gestion des non-conformités est refacturé à Citeo à l'euro l'euro.

2.2.2 Personnel d'exploitation

Le Titulaire nommera un cadre qualifié en tant qu'interlocuteur privilégié de Citeo.

L'ensemble des communications se feront en français.

2.2.3 Valorisation énergétique des refus de tri

Le Prestataire de traitement doit optimiser la performance environnementale de valorisation des refus de tri au regard de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1 du Code de l'Environnement.

La valorisation énergétique des refus de tri est réalisée dans le mois calendaire suivant la réception des refus de tri.

Le traitement proposé doit répondre aux critères de valorisation énergétique type R1.

Dans le cas contraire, l'offre pourra être écartée.

Les refus de tri sont issus d'un centre de tri performant et bénéficient d'une TGAP réduite à 7,5€/t.

Le tonnage annuel traité en stockage (ISDND) doit être inférieur à 5% du tonnage annuel confié au prestataire.

2.2.4 Suivi du PCI

Le Prestataire de traitement est tenu d'assurer le suivi du PCI des refus de tri mensuellement. La méthode de mesure utilisée doit permettre d'identifier le PCI des refus de tri traités dans le cadre du contrat avec Citeo. Il doit être mesuré séparément des déchets reçus par l'unité de traitement et valorisés énergétiquement.

2.2.5 Continuité du service

Le Prestataire de traitement est tenu d'assurer la continuité du service de traitement, y compris en cas d'arrêt technique de l'installation (panne ou maintenance), en proposant soit une solution de stockage temporaire (ISDND), soit un centre de valorisation énergétique de substitution.

Dans le cas où le candidat propose un traitement hors France, la solution de secours doit être valable jusqu'à la validation de la notification de transfert transfrontalier par les autorités compétentes.

La continuité de service se réalise dans les mêmes conditions du point 2.2.3 du présent Règlement de consultation, pour lequel le tonnage annuel traité en stockage (ISDND) doit être inférieur à 5% du tonnage annuel confié au prestataire.

2.2.6 Reporting

Le Prestataire de traitement établit et remet sous format numérique, avant le 10 de chaque mois, le rapport mensuel comprenant les comptes rendus de quantité traitée et du stock en fin de mois M-1.

Il remet également, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un rapport annuel comportant obligatoirement les éléments suivants :

- Le tonnage traité ;
- Le mode de traitement ou de valorisation ;
- Les incidents particuliers d'exploitation (pannes, ...) ;
- Les performances de valorisation ;
- Le suivi du PCI des refus de tri.

3 Dispositions économiques et financières

3.1 Pour les prestations de transport

3.1.1 Prestation de transport des refus en caissons de compaction

La prestation P1 de transport des refus en caissons de compaction ou bennes sera rémunérée sur la base de prix unitaires à la rotation (aller et retour) en fonction de la tranche kilométrique dans laquelle se trouve la distance routière entre le centre de tri et le lieu de vidage.

3.1.2 Prestation de transport des refus en balles

La prestation P2 de transport des refus en balles sera rémunérée sur la base de prix unitaires en fonction de la tranche kilométrique dans laquelle se trouve la distance routière entre le centre de tri et le lieu de déchargement.

3.1.3 Prestation de transport des refus en bennes

La prestation P3 de transport des refus en bennes sera rémunérée sur la base de prix unitaires à la rotation en fonction de la tranche kilométrique dans laquelle se trouve la distance routière entre le centre de tri et le lieu de vidage.

3.1.4 Prestation de transport des refus en FMA

La prestation P4 de transport des refus en FMA sera rémunérée sur la base de prix unitaires à la rotation en fonction de la tranche kilométrique dans laquelle se trouve la distance routière entre le centre de tri et le lieu de vidage.

3.2 Pour la prestation de traitement

La rémunération de la prestation de traitement P5 se composera ;

- D'une rémunération unitaire (à la tonne) couvrant le traitement par valorisation énergétique et la TGAP applicable pour le traitement des refus de tri
- D'une rémunération unitaire (à la tonne) couvrant le traitement et la TGAP applicable des tonnes de refus traitées par solution de secours
- Le cas échéant, d'une rémunération unitaire (à la tonne) couvrant le, la prestation de déchargement des refus conditionnés en balles



Donnons ensemble une
nouvelle vie à nos produits.